

## Quelles agricultures face aux défis des transitions africaines ?

### Le small-scale *versus* large-scale en débat

Bruno Losch<sup>1</sup>  
Sandrine Fréguin-Gresh<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Cirad  
UMR ART-Dev  
TA C-113 / 15  
73, rue Jean-François-Breton  
34398 Montpellier cedex 5  
France  
<bruno.losch@cirad.fr>

<sup>2</sup> Cirad  
UMR ART-Dev/Instituto Nitlapan  
Edificio A - Apartado A-242  
Campus de la Universidad Centroamericana  
Managua  
Nicaragua  
<sandrine.freguin@cirad.fr>

### Résumé

La récente crise des prix des matières premières agricoles a été utilisée par certains investisseurs publics ou privés pour justifier la course aux terres en Afrique sub-saharienne. Elle a simultanément relancé le débat sur les modèles de développement agricole et remis en avant l'opposition entre *small-scale* et *large-scale farming*. Après avoir rappelé un contexte où les discussions sont compliquées par les effets d'annonce et l'estimation très imprécise de l'ampleur de cette course aux terres, l'article propose une clarification du débat sur les enjeux des modèles agricoles. Les agricultures familiales sont la forme d'agriculture dominante dans le monde et leur diversité exprime un « continuum » de situations qui illustre les réalités des systèmes agraires et des marchés. Leur permanence s'explique par leurs atouts face à l'agriculture d'entreprise et l'histoire agricole mondiale a montré leur remarquable capacité d'innovation, largement déterminée par les conditions de l'environnement économique et institutionnel. En Afrique, la faiblesse des moyens techniques et financiers des agriculteurs et leur pauvreté constituent de lourds handicaps exacerbés par un environnement peu favorable. Pourtant, contrairement aux mirages de l'agriculture d'entreprise à grande échelle qui pourrait apparaître comme une solution facile, ce sont les agricultures familiales, qui concernent le plus grand nombre, qui doivent être soutenues. Ce choix constitue une réponse appropriée à la faible diversification des économies africaines et au poids considérable des emplois agricoles dans leur structure d'activité.

**Mots clés :** Afrique subsaharienne ; agriculture familiale ; changement structurel ; démographie ; emploi.

**Thèmes :** économie et développement rural ; systèmes agraires.

### Abstract

**Which agricultural choices to meet transformation challenges in Africa? Debating small-scale *versus* large-scale**

The recent food price crisis has been used by public and private investors to justify land grabbing in sub-Saharan Africa. At the same time, it has reopened the debate on agricultural development models and drawn attention to the differences between small-scale and large-scale farming. After reviewing the public debate around these issues — one that has featured many sensationalist announcements about land grabbing, but very little concrete evidence about the scope and magnitude of this phenomenon — this paper offers new insights into the debate about the advantages and disadvantages of different agricultural development models. Family farms are the dominant type of agriculture worldwide, and their diversity expresses a « continuum » of stages that reflects the shape of agrarian systems and markets. The resilience of family farms can be explained by their many advantages when compared to large-scale corporate farms, and agricultural history has shown their outstanding capacity for innovation, largely determined by economic and institutional conditions. In Africa, where most family farmers are poor, the lack of technical and financial assets, exacerbated by adverse environmental conditions, is the source of strong constraints that inhibit productivity growth in the small-scale farming sector. In such a context, large-scale corporate agriculture

Pour citer cet article : Losch B, Fréguin-Gresh S, 2013. Quelles agricultures face aux défis des transitions africaines ? Le small-scale *versus* large-scale en débat. *Cah Agric* 22 : 10-5. doi : 10.1684/agr.2012.0573

Tirés à part : B. Losch

might appear to be an attractive alternative, but abandonment of family farms is not a feasible option. Continuing support of family farms, at least for the foreseeable future, is dictated by the structure of African economies, most of which are characterized by a lack of economic diversification and the considerable weight of agriculture in the labor force.

**Key words:** demography; employment; family farms; structural change; subSaharan Africa.

**Subjects:** economy and rural development; farming systems.

La question agricole, redevenue d'actualité depuis la crise des prix des matières premières de 2008-2009, est souvent biaisée et incomplète car posée en dehors de tout contexte et échelle d'analyse – nationale, continentale ou planétaire. Ce nécessaire positionnement n'est pas anodin car il détermine la nature des défis à relever et interroge les rôles attribués à l'agriculture. Si la fonction de production alimentaire est incontestable, l'agriculture doit-elle uniquement produire et produire plus ? Quels types d'aliments et quels autres produits ? Pour le marché local ou l'exportation ? Ou l'agriculture doit-elle aussi créer des emplois ? Réduire la pauvreté ? Contribuer à la gestion des ressources naturelles ? Les réponses dépendent évidemment du contexte, de ses opportunités et contraintes, et du degré de diversification de chaque économie.

Dans cet article, nous traiterons de la situation spécifique de l'Afrique subsaharienne (ASS) qui fait aujourd'hui l'objet d'une attention renouvelée. Le sous-continent est en effet devenu l'enjeu d'une course très médiatisée aux terres agricoles, un phénomène qui apparaît paradoxalement comme l'un des éléments de réponse à la crise récente. Nous préciserons la discussion sur les enjeux de l'agriculture en rappelant les éléments d'un débat qui est compliqué par la superposition des ordres du jour et brouillé par les effets d'annonce. Puis, nous évoquerons les arguments avancés par les tenants du *small-scale* et du *large-scale farming* et nous montrerons combien cette discussion est piégée et en masque d'autres. Nous discuterons enfin de la place de l'agriculture dans le changement structurel eu égard à la situation particulière des transitions africaines avant de conclure sur les options de développement agricole à même de répondre aux défis des pays africains.

## Un débat qui s'emball

La flambée des prix des matières premières de 2008-2009 a ravivé la crainte ancienne de pénuries en produits de base qui avait été oubliée depuis les chocs pétroliers des années 1970 et les positions du club de Rome appelant à une « croissance zéro ». Les succès d'une mondialisation ayant vu se succéder les émergences du sous-développement (Gabas et Losch, 2008) avaient manifestement conduit à minimiser les risques systémiques, confirmés par la crise financière de 2009, et les tensions relatives aux asymétries de croissance, de productivité et de compétitivité entre les différentes régions du monde.

Ce contexte a relancé la question agricole et celle de son traitement spécifique par des politiques adaptées. Il représente un virage après trois décennies marquées par la libéralisation et le retrait de l'État. Alors que la majorité des pays « dits » développés est loin d'avoir joué le jeu préconisé en matière agricole, des changements radicaux ont eu lieu dans les pays en développement, avec et suite aux programmes d'ajustement structurel, caractérisés par l'érosion des politiques sectorielles et la baisse drastique des investissements agricoles. Mais les nouvelles anticipations liées aux crises récentes, renforcées par la prise de conscience des défis du changement climatique, ont profondément modifié la donne : il faut dorénavant produire plus, reconstituer des stocks stratégiques, garantir les approvisionnements, contrôler l'accès aux ressources dont, en premier lieu, les terres et l'eau, voire remettre en place des protections de marché.

Aussi, sous couvert de sécurité alimentaire, certains pays tentent-ils de s'affranchir des échanges internationaux au profit d'un approvisionne-

ment direct justifiant une nouvelle « course aux terres arables ». Malgré les investigations récentes, comme celles de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (International Land Coalition, 2009) ou de la Banque mondiale (World Bank, 2010), l'incertitude sur l'importance des transactions domine : entre 20 et 40 millions d'hectares pour la seule Afrique sub-saharienne ! Toutefois, certaines de ces transactions sont bien réelles et justifient toute l'attention qui leur est portée. Car si les motivations des investisseurs sont multiples et combinent des visées géopolitiques et spéculatives, il est clair que la garantie des approvisionnements et la stabilité de leurs prix restent une préoccupation centrale, notamment pour les États du Golfe et certains pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est (Cotula *et al.*, 2009).

En relançant l'opposition entre les défenseurs des « petites » exploitations familiales et ceux des « grandes » entreprises agricoles, ces événements ont rouvert le débat ancien sur les modèles de développement agricole et questionnent leurs mérites respectifs face aux défis alimentaires et énergétiques d'un monde de 9 milliards d'habitants en 2050.

## Les pièges de l'opposition *small-scale versus large-scale farming*

En préalable, il convient de rappeler que la presque totalité de la production mondiale provient d'agricultures familiales qui se définissent en opposition aux formes d'agriculture entrepreneuriale basées sur le salariat et l'actionnariat privé (ou la propriété

publique dans les modèles résiduels d'économie planifiée). L'objectif de l'agriculture entrepreneuriale est d'abord la rémunération du capital investi alors que celui de l'agriculture familiale est la satisfaction des besoins de consommation (Chayanov, 1966) et plus généralement la rémunération du travail. L'agriculture d'entreprise est circonscrite ; elle concerne surtout la production agro-industrielle de certaines denrées tropicales (sucre de canne, huile de palme, hévéa, thé, banane et soja) et quelques situations régionales spécifiques de type latifundiaire, historiques ou plus récentes, où les propriétaires sont souvent absentéistes (Amérique latine, Afrique australe et Europe de l'Est dans une moindre mesure). À l'opposé, les agricultures familiales correspondent à des réalités multi-formes (Lamarche, 1991, 1994), allant de la micro-exploitation manuelle à la ferme motorisée de plusieurs centaines d'hectares avec salariés. Au-delà de l'idéal-type chayanovien, leur définition positive repose sur des caractéristiques communes : l'existence d'un lien central entre l'activité agricole et l'organisation familiale en termes de patrimoine, de moyens de production (en particulier le travail) et de prise de décision pour la gestion et l'allocation des ressources (Losch, 1998 ; Bélières *et al.*, 2002).

Le premier piège du débat est lié à une confusion systématique consistant à retenir des critères pour différencier ces deux modèles, comme la dotation en facteurs (notamment la superficie) ou la nature, l'utilisation et la destination de la production. L'agriculture familiale est souvent et abusivement considérée comme correspondant à des exploitations de taille réduite, mal équipées, aux niveaux de productivité faibles, tournées vers l'autoconsommation. Cette confusion est largement renforcée par les dénominations en langue anglaise de *smallholder*, *small-scale* ou *subsistence agriculture* (*family agriculture* étant peu utilisé), en opposition à *large-scale* ou *commercial agriculture*. Or, la réalité empirique montre que la superficie d'une exploitation est évidemment relative aux caractéristiques de son système de production et que la petite taille n'empêche pas d'être « commercial ». De même, produire des vivres ne présume en rien de l'insertion au

marché ; et la capacité à produire un surplus commercialisable dépend de multiples combinaisons de facteurs de production, d'itinéraires techniques et de conditions socio-économiques et institutionnelles.

Ces ambiguïtés tendent à créer une fausse dichotomie, alors que la réalité correspond à un « continuum » de situations qui n'exclut pas pour autant l'existence de formes d'agriculture dominantes qui reflètent l'évolution des caractéristiques des systèmes agraires et des marchés. Ainsi, en ASS, la faiblesse des moyens techniques et financiers des agriculteurs constitue un fort handicap en termes de surfaces mises en valeur, de types de production, de quantités, de capacité de commercialisation, et elle conditionne les niveaux de productivité. Mais, elle ne préjuge en rien de leurs capacités d'évolution et d'innovation vers des systèmes plus productifs.

Dans ce contexte où dominent des exploitations familiales pauvres dont l'accès aux ressources est limité, l'apparition d'investisseurs fonciers porteurs de projets de plusieurs centaines de milliers d'hectares a logiquement provoqué des réactions hostiles. Elle a aussi suscité une profusion de prises de position – souvent caricaturales – sur les mérites respectifs de la grande et de la petite échelle. L'effervescence du débat a été accentuée par des propos provocateurs, masquant souvent des positionnements plus complexes, et par des postures qui oublièrent justement la question posée. Plusieurs textes de Collier (2008, 2009), largement commentés, sont illustratifs de ces pièges rhétoriques : en appelant à combattre le « populisme romantique » des sociétés urbanisées qui magnifient la vie paysanne, en comparant les paysans à des pandas qu'il faudrait préserver, et en présentant les campagnes africaines comme des prisons, Collier ne pouvait que susciter des réponses outragées. Mais il ne s'exprimait que par rapport à la flambée des prix alimentaires et ses arguments étaient que les risques de pénurie pouvaient être maîtrisés par les gains de productivité de la « grande agriculture commerciale », l'adoption des paquets techniques disponibles (généralisation des OGM) et l'abolition des soutiens aux biocarburants.

Le débat s'est rapidement réduit à une opposition *small scale versus large scale*, alors qu'il touche à deux dimensions différentes mais fondamentalement enchâssées : la performance des modèles agricoles et leur capacité d'adaptation dans l'environnement actuel ; et les changements structurels liés aux processus de transition économique propres à chaque région du monde. D'ailleurs, dans un texte plus ciblé sur les voies d'évolution des agricultures africaines, Collier et Dercon (2009) affirment que leur transformation devra être radicale, que les gains de productivité indispensables sont incompatibles avec les petites structures actuelles, sans moyens techniques et financiers adaptés, et qu'ils impliqueront un abandon de l'activité agricole par une majorité de petits agriculteurs et un exode rural important.

## Performance et capacité d'adaptation des agricultures familiales

La question de la performance des exploitations familiales (en termes de capacité de production, de rémunération du travail, ou encore de reproduction de la fertilité) est depuis longtemps au cœur des analyses portant sur les modèles de développement agricole. La permanence des idées reçues sur leur difficulté supposée d'adaptation, notamment en termes d'amélioration de la productivité, ignore curieusement les innovations dont elles sont capables. Preuve en est l'évolution spectaculaire des agricultures d'Europe de l'Ouest ou d'Amérique du Nord, et la remarquable capacité d'adaptation des agricultures de nombreux pays en développement à des environnements naturels, économiques et institutionnels dégradés. Les atouts des exploitations familiales sont pourtant connus grâce au recours au travail familial qui offre de nombreux avantages par rapport au salariat (Hazell *et al.*, 2007) : faiblesse des coûts de transaction liée à l'absence de contrôle et de supervision d'une main-d'œuvre motivée ; flexibilité (travail

partiel et pics de travaux) ; gestion directe du risque alimentaire par l'auto-consommation ; capacité d'adaptation dans les périodes difficiles (baisse des revenus) et incitation directe aux résultats. La performance des agricultures familiales est aussi renforcée par leur connaissance fine des conditions de milieu.

Ces atouts, qui permettent d'expliquer la faiblesse des économies d'échelle en agriculture, expliquent l'abandon du modèle de la grande plantation, initialement de type esclavagiste, de même que les fermes d'État dans les anciens systèmes d'économie planifiée d'Europe de l'Est. Même si les progrès technologiques et managériaux lui offrent de nouvelles perspectives (Byerlee et Deininger, 2010), le modèle entrepreneurial à grande échelle ne présente des avantages (largement définis par les objectifs visés) que dans des conditions spécifiques liées aux qualités intrinsèques du produit (fragilité, périssabilité) ou à des modalités de transformation nécessitant des seuils minimaux en termes de volume pour assurer la rentabilité des équipements (Wiggins, 2009). Quant à la grande échelle *stricto sensu*, qui n'est pas incompatible avec l'exploitation familiale, elle peut être justifiée lorsque l'augmentation des coûts et/ou la pénurie de main-d'œuvre impliquent le passage à la motorisation.

Historiquement, la rapidité d'innovation des agricultures familiales n'a pu avoir lieu que grâce à un environnement socio-économique et institutionnel favorable. En effet, dans la plupart des cas, elles ont bénéficié de politiques publiques volontaristes avec une dotation en biens publics minimale, des soutiens directs et indirects, voire des régulations et protections de marchés (Bairoch, 1997 ou Chang, 2003). Cet environnement a été déterminant, et il apparaît clairement que les nouvelles caractéristiques des échanges, tirés par une demande finale de plus en plus exigeante, marqués par l'importance de la concurrence et des processus d'intégration, ne font que renforcer les besoins d'accompagnement des exploitations familiales. Ces besoins sont encore plus significatifs dans les contextes où, comme en ASS, le retrait de l'État et la faiblesse du secteur privé (notamment pour les intrants et le

crédit) créent des pénuries et renchérissement les coûts de transaction. L'environnement général et l'aval des filières sont d'autant plus importants que l'agriculture familiale africaine reste souvent compétitive au stade bord champ : elle soutient la comparaison voire peut faire mieux que des concurrents comme la Thaïlande ou le Brésil tout en offrant des niveaux de rémunération du travail comparables (World Bank, 2009).

## Transition et options de sortie du secteur agricole

Ce débat doit cependant être mis en perspective avec les enjeux de la transition économique qui caractérise le processus de développement. Dans sa représentation canonique, cette transition consiste au passage d'une économie basée sur l'agriculture à une économie plus diversifiée et cette séquence historique, confirmée par l'évidence statistique (Timmer, 2009), s'est répétée dans les différentes régions du monde. Elle résulte des gains de productivité permettant l'accumulation puis les transferts de main-d'œuvre et de capitaux de l'agriculture vers l'industrie puis les services, et est renforcée par l'amélioration des niveaux de vie et la diversification de la demande stimulées par l'urbanisation. Les transferts de facteurs depuis l'agriculture jouent un rôle moteur : ils contribuent à alimenter les autres croissances sectorielles et à consolider simultanément le secteur agricole grâce à sa concentration qui lui permet de mieux répondre au défi de la compétitivité. C'est au postulat d'une réplique de ce schéma évolutionniste du changement structurel que Collier et Dercon (2009) font référence. Ce paradigme constitue l'axe structurant du *Rapport sur le développement dans le monde 2008* (World Bank, 2007) qui rappelle le rôle central de l'agriculture dans le développement économique et la réduction de la pauvreté, sous la condition d'une sortie du secteur pour les exploitants agricoles les moins bien dotés en facteurs de production et en capital humain. En référence aux transitions

passées, trois grandes options de sortie seraient envisageables : le salariat agricole ; la participation à d'autres activités rurales en tant qu'entrepreneur ou salarié ; et la migration vers les villes, d'autres régions ou l'étranger.

Ce schéma stylisé, qui gomme la grande diversité des trajectoires agraires (Akram-Lodi et Kay, 2010), doit cependant être replacé dans le contexte actuel de l'ASS qui nous intéresse ici. Avec 65 % des actifs dans l'agriculture en moyenne continentale – jusqu'à 80 % dans certains pays – et 70 à 90 % de la population active non agricole employée dans le secteur informel urbain, l'ASS est caractérisée par les faibles changements de sa structure économique. La croissance urbaine a été très forte mais s'est produite sans industrialisation, ce qui réduit drastiquement les marges de manœuvre en termes de création d'emploi. Quant aux migrations internationales, elles sont fortement contraintes par les contingences géopolitiques, peu favorables à l'ASS, et il n'y a pas à moyen terme de possibilité de réplique des migrations de masse qui ont accompagné les transitions européennes du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle (Losch, 2008).

Or, l'emploi constitue le défi le plus redoutable des prochaines décennies. La croissance spectaculaire de la population qui est attendue d'ici 2050 – de l'ordre d'un milliard d'habitants supplémentaires – est désormais bien connue. Ce qui l'est moins, c'est l'impact structurel de la transition démographique qui va se traduire par une explosion de la demande d'emplois. Le nombre de jeunes arrivant chaque année sur le marché du travail en ASS est estimé aujourd'hui à 17 millions, soit pour un pays africain médian, de l'ordre de 300 000 nouveaux actifs par an. Avec une cohorte qui atteindra les 25 millions en 2025, les économies de l'ASS vont devoir créer de l'ordre de 330 millions d'emplois d'ici 15 ans, dont près de 200 millions en zone rurale. Cette poussée de la population active, conséquence de la baisse décalée dans le temps des taux de mortalité et de natalité, représente un atout extraordinaire : elle correspond à une baisse du poids des inactifs dans un contexte stimulé par la demande. Mais cet atout n'en est un que si les

moteurs de croissance permettent de mobiliser cette main-d'œuvre pour tirer profit de ce « dividende démographique ».

Pour préparer ces échéances, des politiques volontaristes devront être mises en œuvre avec des investissements massifs dans les infrastructures, la formation, la santé et l'innovation. Elles devront cibler le secteur agricole car, si la sortie de l'agriculture est une modalité centrale du changement structurel, la reconversion massive de la main-d'œuvre peut difficilement être envisagée en ASS avant une génération, et le milieu rural va devoir accueillir environ 60 % de la demande d'emplois, principalement dans l'agriculture. L'emploi rural non agricole – troisième voie de sortie historique de l'agriculture – peut offrir des opportunités, mais le catalyseur avéré de la diversification est avant tout la croissance des revenus agricoles (Johnston et Mellor, 1961 ; Johnston et Kilby, 1975) qui, en créant une demande solvable, permet de susciter des investissements générateurs d'emplois.

## Défis structurels et choix agricoles

L'ASS se retrouve ainsi dans une configuration inédite puisqu'elle doit, contrairement aux transitions passées, gérer au même moment sa transition économique et sa transition démographique dans la mondialisation et sous contrainte des conséquences attendues du changement climatique.

Du fait de la place qu'occupe toujours l'agriculture dans la configuration structurelle du sous-continent, la réponse à ces défis impose la définition de stratégies de développement qui ne devront pas se tromper d'objectifs. Elle ramène simultanément le débat *small-scale versus large-scale* à sa juste place : la question pour les pays d'ASS n'est pas seulement de produire plus, mais de créer de la croissance et d'offrir des emplois. Dans cette perspective, on peut considérer que la tendance de certains gouvernements à brader par opportunisme et indigence de larges emprises foncières à des investisseurs étrangers constitue une véritable démission politique ; car il est

effectivement bien plus difficile de concevoir, de mettre en œuvre et d'accompagner des politiques de développement agricole à même de réduire la pauvreté et de répondre à l'immense besoin de création d'emplois que de déléguer l'initiative à des compagnies concessionnaires. Non pas que des investissements extérieurs dans la production agricole à grande échelle ne puissent pas offrir des opportunités favorables à la croissance et à l'emploi – ils devront dans ce cas être contraints par des réglementations et des incitations fiscales privilégiant le recours à la main-d'œuvre locale plutôt qu'à la motorisation ; mais parce que ces financements peuvent très certainement être mieux orientés (sauf quelques situations très spécifiques) vers d'autres fonctions que la production directe, tels que la fourniture d'intrants, la commercialisation et la transformation, qui manquent cruellement dans de nombreuses situations africaines (World Bank, 2009). D'ailleurs, les leçons tirées des expériences passées de *large-scale* agriculture en ASS montrent que les quelques succès ont toujours reposé sur d'importantes subventions directes ou indirectes (Poulton *et al.*, 2008).

La production et le foncier qui la supporte doivent d'abord être l'apanage des agricultures familiales dont les avantages comparatifs sont incontestables. Elles représentent un réel levier pour réduire la pauvreté et le plus grand potentiel de création d'emploi à moyen terme dans un contexte de croissance démographique inédite (Headey *et al.*, 2010). Ainsi, le premier objectif pour les politiques publiques est de prendre en compte l'ampleur de la pauvreté qui constitue une contrainte majeure au changement. La plupart des ménages ne réussissent pas à générer des revenus supérieurs à 1 dollar par jour et par personne, et les plus défavorisés sont souvent dans des situations d'extrême vulnérabilité, y compris alimentaire (Losch *et al.*, 2012), ce qui signifie une absence de possibilité d'investissement direct pour la grande majorité des producteurs et confirme l'importance des besoins en termes d'appuis structurels dont les ingrédients sont bien connus : meilleure dotation en biens publics (infrastructures, irrigation, recherche, informa-

tion, formation), soutien au développement des marchés incomplets (crédit, conseil, assurance), gestion de l'instabilité par des réglementations de marché (Galtier, 2009), diminution des coûts de transaction grâce à la contractualisation et à l'action collective afin de faire face aux nouvelles exigences de la demande finale (Poulton *et al.*, 2010).

En termes de priorités sectorielles, sans négliger les opportunités offertes par les produits à haute valeur ajoutée, les productions vivrières doivent faire l'objet de la plus grande attention pour plusieurs raisons. Elles sont les plus inclusives en termes de croissance car elles concernent le plus grand nombre ; leur développement permet la sécurité alimentaire et une diminution du risque économique sans lesquels la diversification des activités agricoles et non agricoles est difficile ; leurs marchés en forte croissance peuvent soutenir leur propre développement ; et elles offrent des possibilités de valeur ajoutée locale par la transformation (Bricas *et al.*, 2009). Ce réinvestissement dans les productions alimentaires est un préalable ; il permettra d'améliorer la situation des plus démunis et offrira des opportunités de développement aux exploitations les mieux dotées. Mais, il sera insuffisant pour gérer la transition et sortir de la pauvreté. Des productions plus rémunératrices, comme l'élevage sont aussi nécessaires, tout comme l'est l'appui au développement territorial autour de réseaux de petites villes et de bourgs ruraux à même d'offrir les services indispensables à la diversification. ■

## Références

Akram-Lodi AH, Kay C, 2010. Surveying the agrarian question (part 2): current debates and beyond. *The Journal of Peasant Studies* 37 : 255-84.

Bairoch P, 1997. *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du xv<sup>e</sup> siècle à nos jours*. Folio. Paris : Gallimard.

Bélières JF, Bosc PM, Faure G, Fournier S, Losch B, 2002. *What future for West Africa's family farms in a world market economy?* London : IIED.

Bricas N, Thirion MC, Zoungrana B, 2009. *Bassins de production et consommation des cultures vivrières en Afrique de l'Ouest et du centre*. Paris : AFD ; Cirad ; CILSS ; IFAD.

Byerlee D, Deininger K, 2010. The rise of large farms : drivers and development outcomes. *WIDER Angle Newsletter*.

- Chang HJ, 2003. *Kicking away the ladder. Development strategy in historical perspective*. London : Anthem Press.
- Chayanov AV, 1966. *The theory of Peasant economy*. Thorner D, Basile Kerblay K, Smith REF, eds. Homewood (Illinois) : The American Economic Association ; Richard D. Irwin.
- Collier P, 2008. The politics of hunger: how illusion and greed fan the food crisis. *Foreign Affairs* 87 : 62-5.
- Collier P, 2009. Africa's organic peasantry. Beyond romanticism. *Harvard International Review* 32 : 62-5.
- Collier P, Percon S, 2009. *African agriculture in 50 years: smallholders in a rapidly changing world? FAO Expert Meeting on "How to feed the world in 2050"*. Rome : FAO.
- Cotula L, Vermeulen S, Leonard R, Keeley J, 2009. *Land Grab of Development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa*. London ; Rome : IIED ; FAO ; IFAD.
- Gabas JJ, Losch B, 2008. La fabrique en trompe-l'œil de l'émergence. In : Jaffrelot C, ed. *L'enjeu mondial. Les pays émergents*. Paris : Les Presses de Sciences Po.
- Galtier F, 2009. *La nécessaire intervention publique pour stabiliser les prix*. Perspectives 2. Paris : Cirad.
- Hazell P, Poulton C, Wiggins S, Dorward A, 2007. *The future of small farms for poverty reduction and growth*. Discussion Paper 42. Washington (DC) : IFPRI.
- Headey D, Bezemer D, Hazell P, 2010. Agricultural employment trends in Asia and Africa: too fast or too slow? *The World Bank Research Observer* 25 : 57-89.
- International Land Coalition, 2009. *Increasing commercial pressure on land: building a coordinated response*. Rome : ILC.
- Johnston BF, Mellor J, 1961. The role of agriculture in economic development. *American Economic Review* 51 : 566-93.
- Johnston BF, Kilby P, 1975. *Agriculture and structural transformation: economic strategies in late-developing countries*. Oxford : Oxford University Press.
- Lamarche H, 1991. *L'agriculture familiale. Tome 1 : une réalité polymorphe*. Paris : L'Harmattan.
- Lamarche H, 1994. *L'agriculture familiale. Tome 2 : Du mythe à la réalité*. Paris : L'Harmattan.
- Losch B, 1998. *Problématique et perspectives du programme Agricultures familiales*. In : Atelier Agricultures familiales, Montpellier, Cirad-Tera, 9-16.
- Losch B, 2008. La recherche d'une croissance agricole inclusive au cœur de la transition économique africaine. In: Devèze JC, ed. *Défis agricoles africains*. Paris : Karthala.
- Losch B, Fréguin-Gresh S, White E, 2012. *Structural transformation and rural change revisited: challenges for late developing countries in a globalizing world*. African Development Forum series. Washington (DC) : World Bank.
- Poulton C, Tyler G, Hazell P, Dorward A, Kydd J, Stockbridge M, 2008. *All-Africa review of experiences with commercial agriculture. Lessons from success and failure. Background paper for the competitive commercial agriculture in SSA*. Washington (DC) : World Bank.
- Poulton C, Dorward A, Kydd J, 2010. The future of small farms: new directions for services, institutions and intermediation. *World Development* 38 : 1413-28.
- Timmer CP, 2009. *A world without agriculture: the structural transformation in historical perspective*. Washington (DC) : The American Enterprise Institute Press.
- Wiggins S, 2009. Can the smallholder model deliver poverty reduction and food security for a rapidly growing population in Africa? FAO Expert Meeting on "How to Feed the World in 2050", Rome, FAO, 24-26 June 2009.
- World Bank, 2007. *World development report 2008: agriculture for development*. Washington (DC) : World Bank.
- World Bank, 2009. *Awakening Africa's sleeping giant. Prospects for commercial agriculture in the Guinea Savannah Zone and beyond*. Rome ; Washington (DC) : FAO ; World Bank.
- World Bank, 2010. *Rising global interest in farmland. Can it yield sustainable and equitable benefits?* Washington (DC) : World Bank.